



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 JUILLET 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2567

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 6 juillet 1910, de nommer M. J. Oléas Lacroix, avocat, de la ville de Saint-Pierre, recorder de la dite ville. 3233

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 7 juillet 1910, de nommer M. Omer Noël, médecin, de la cité de Montréal, assistant-médecin interne à l'asile de la Longue-Pointe. 3235

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 7 juillet 1910, de nommer l'honorable Michel Mathieu, ancien juge de la cour supérieure, l'honorable John Charles McCorkill, juge de la cour supérieure, de la province de Québec, et M. Louis Joseph Gauthier, conseil du Roi, de la cité de Montréal, commissaires conjoints, en vertu des dispositions de la loi Ed. VII, c. 8, pour refondre, consolider et modifier le code municipal de Notre province, et MM. Alfred Eugène Harvey, conseil en loi, de la cité de Montréal, Arthur Trahan, avocat, de la ville de Nicolet, secrétaires de la dite commission. 3231

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd JULY, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 2568

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th of July, 1910, to appoint Mr. J. Oléas Lacroix, advocate, of the town of Saint Pierre, recorder of the said town. 3234

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of July, 1910, to appoint Mr. Omer Noël, physician, of the city of Montreal, assistant house physician of Longue Pointe asylum. 3236

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of July, 1910, to appoint the Honorable Michel Mathieu, former judge of the superior court, the Honorable Charles McCorkill, judge of the superior court, of the province of Quebec, and Mr. Louis Joseph Gauthier, King's counsel, of the city of Montreal, joint commissioners, in virtue of the provisions of the act Ed. VII, c. 8, to revise, consolidate and modify the municipal code of Our province, and Messrs. Alfred Eugène Harvey, King's counsel, of the city of Montreal, Arthur Trahan, advocate, of the town of Nicolet, secretaries of the said commission. 3232

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

A TENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était anjoint d'être présents en notre Cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2889

Avis du Gouvernement

LOI CONCERNANT LES SYNDICATS D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Syndicat d'élevage de la paroisse de Sainte-Anne", avec sa principale place d'affaires au village de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi.

3207

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Counsellors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and ten, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FOURTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

2890

Government Notices

ACT RESPECTING STOCK-BREEDING SYNDICATES.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "The parish of Sainte Anne Stock-breeding Syndicate", the principal place of business whereof, is in the village of Sainte Anne, in the county of Chicoutimi.

3208

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

La compagnie "Dominion Envelope Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Peter J. B. Brass, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 11 juillet 1910. 3229

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 18 juillet 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'il est à propos qu'aucuns honoraires de permis soient exigés des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, organisées par les conseils municipaux ou par des individus, conformément aux articles 6870 et 6886, S. R. P. Q., 1909, ou organisées avant la passation de la Loi des Assurances de Québec, sous les articles 5349 et 5369 S. R. P. Q., 1888, autre qu'un honoraire de \$20.00 pour le permis original octroyé sous l'article 6850 des S. R. P. Q., 1909.

Qu'aucuns honoraires soient exigés des sociétés des secours mutuels ou charitables constituées par cette province.

Il est ordonné que, conformément à l'article 7065 des S. R. P. Q., 1909, le tarif des honoraires et droits établis par ordre en conseil, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 12e jour de février 1909, et amendé par ordre en conseil en date du 24 juillet 1909, soit encore amendé comme suit :

Section "B", items 4 et 5.

Après le mot "mutuel" dans la quatrième ligne, ajoutez les mots "à l'exception des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, organisées par les conseils municipaux ou par des individus".

Ajoutez l'item suivant :

10. Sur permis original de transiger les affaires d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, organisée par les conseils municipaux ou par des individus, \$20.00.

La section "C" doit être retranchée.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

3247

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné qu'à l'avenir le Cercle Agricole de la Mission de Saint-André de Ristigouche, comté de Bonaventure, sera désigné sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse de Saint-André de Ristigouche".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 20 juillet 1910. 3249

Québec, 12 juillet 1910.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

3117-2

The "Dominion Envelope Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Peter J. B. Brass, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 11th July, 1910. 3230

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 18th July, 1910.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas it is advisable that no license fees be exacted from Mutual Insurance Companies against fire, lightning and wind, organized by municipal councils or by individuals, in conformity with articles 6870 and 6886, S. R. P. Q., 1909, or organized prior to the passing of the Quebec Insurance Act, under articles 5349 and 5369, R. S. P. Q., 1888, other than a fee of \$20.00 for the original licence granted under article 6850 of the R. S. P. Q., 1909.

That no fees be exacted from mutual benefit or charitable associations constituted by this province.

It is ordered that, pursuant to article 7065 of the R. S. P. Q., 1909, the tariff of fees and dues established by order in council approved by the Lieutenant-Governor on the 12th of February, 1909, and amended by order in council, dated the 24th July, 1909, be further amended as follows :

Section "B", items 4 and 5.

After the word "mutual" in the fourth line, add the words "excepting mutual insurance companies against fire, lightning and wind organized by municipal councils or by individuals".

Add the following item :

10. On original licence to transact the business of mutual insurance companies against fire, lightning and wind organized by municipal councils or by individuals, \$20.00.

Section "C" shall be struck out.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk, Executive Council.

3248

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that, hereafter, the Farmers' Club of the Mission of Saint André de Ristigouche, county of Bonaventure, shall be designated under the name of "Farmers' Club of the parish of Saint André de Ristigouche".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 20th July, 1910.

3250

Quebec, 12th July, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by law or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

3118

Québec, 12 juillet 1910.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Bienville, comté de Lévis, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,

3115-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juillet 1910, constituant en corporation MM. Joseph Beaulac, constructeur, Oscar Brunet, manufacturier, Emile Arthur Marchildon, manufacturier, Jean-Baptiste Lalime, comptable, et Joseph Cyprien Desautels, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre toutes sortes de cuir, peaux vertes et tannées ; décorer, illuminer sur métal, gaufer, repousser, faire toutes sortes de décorations sur les cuirs, et les teindre par des procédés spéciaux, faire le commerce de ces cuirs ainsi décorés et travaillés ;

Acquérir et posséder, vendre, engager, ou autrement disposer, des actions, débetures ou obligations, ou autres valeurs, les biens et l'achalandage d'aucune autre compagnie, société ou personne, engagés dans un commerce semblable où s'y rapportant en tout ou en partie, en payer ou recevoir le prix, en tout ou en partie, en deniers ou actions libérées et non imposables, obligations ou débetures ou autres garanties ou valeurs des compagnies contractantes ;

S'unir et fusionner avec toute personne, société ou compagnie, exerçant un commerce de même nature, payer ou recevoir le prix de convention, en tout ou en partie, en argent, ou en actions libérées et non-imposables, obligations ou débetures ou autres garanties ou valeurs des compagnies contractantes ;

Vendre, hypothéquer, engager, échanger ou autrement disposer en tout ou en partie, les biens, l'achalandage, l'entreprise et autres actifs de la compagnie, recevoir paiement, en tout ou en partie, en argent ou actions, obligations, débetures, ou autres garanties ou valeurs ;

Faire, accomplir et exécuter tout ce qui sera nécessaire ou avantageux pour atteindre les fins et les objets que la compagnie se propose, sous le nom de "Spanish Art Leather Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1910.

JOS. DUMONT,

3109-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1910, constituant en corporation MM. le Révérend Wilfrid Carrier, curé, Israël Morin, manufacturier, Philpips Goulet, forgeron, Octave Binette, ouvrier, E. Misael Jacques, marchand, tous du village de Beaulac, et Joseph O. Laroche, manufacturier, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Manufacturer toute espèce de bois de commerce, bois de construction, portes, châssis, ouvrages en menuiserie ;

Manufacturer toute espèce de machines et outils, entreprendre la construction de bâtisses de toutes

Québec, 12th July, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Bienville, county of Lévis, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by-law, or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,

3116

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1910, incorporating Messrs. Joseph Beaulac, builder, Oscar Brunet, manufacturer, Emile Arthur Marchildon, manufacturer, Jean Baptiste Lalime, accountant, and Joseph Cyprien Desautels, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, sell all kinds of leather, green and tanned skins ; to decorate, illuminate on metal, gaufer, emboss, make all kinds of decorations on leather and dye same by special processes, deal in such leather goods thus decorated and worked ;

To acquire, own, sell, pledge, or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures or other securities, the property and goodwill of any other company, firm or person, engaged in a like business or connected therewith, in whole or in part, to pay or receive in payment therefor, in whole or in part, in cash or paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities or values of the contracting companies ;

To unite and amalgamate with any person, firm or company carrying on a business of a like nature, pay or receive the price agreed on, in whole or in part, in cash or in paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities and values of the contracting companies ;

To sell, hypothecate, pledge, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property custom and goodwill, undertaking and other assets of the company, receive payment, in whole or in part, in cash or stock, bonds, debentures or other securities or values ;

To do, accomplish and execute everything necessary or advantageous to attain the purposes and objects that the company undertakes, under the name of "Spanish Art Leather Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of July, 1910.

JOS. DUMONT,

3110

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of July 1910, incorporating Messrs. Reverend Wilfrid Carrier, curé, Israel Morin, manufacturer, Philpips Goulet, blacksmith, Octave Binette, workman, E. Misael Jacques, merchant, all of the village of Beaulac, and Joseph O. Laroche, manufacturer, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To manufacture all kinds of timber and lumber, doors, windows, carpenters' work ;

To manufacture all kinds of machinery and tools, undertake the construction of buildings of all

sortes, acquérir, exploiter des lots à bâtir, construire des maisons, les vendre et faire en général le commerce de constructeurs de maisons, de les louer ou les vendre, tenir des magasins, acquérir des terrains, les diviser en lots à bâtir, les construire, vendre, louer ou acheter ou en disposer de quelque façon que ce soit, construire et acquérir des pouvoirs d'eau, posséder des usines et manufactures et les exploiter, acquérir des terres à bois ou autres, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Beaulac", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera au village de Beaulac, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1910.

JOS. DUMONT,

3111-2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juillet 1910, constituant en corporation MM. Joseph Alfred Godard, commerçant, Louis Joseph Guillet, bourgeois, Joseph Napoléon Cabana, courtier en assurances, Louis Marier, bourgeois, et Joseph Edmond Gosselin, marchand-tailleur, tous cinq de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Manufacturer hardes de tous genres, pour hommes, femmes et enfants, et en faire le commerce en gros et en détail ;

Manufacturer tous accessoires nécessaires à ces fins et en faire le commerce en gros et en détail ;

Acquérir à ces fins des fonds de commerce, le nom ou la raison sociale sous laquelle d'autres entreprises existent, la clientèle, les dettes de livres de tel commerce ou de telles entreprises, et en particulier la raison sociale suivante : "The Eagle Whitewear Manufacturing Company", sous laquelle les dits Joseph Alfred Godard et Joseph Louis Guillet font actuellement affaires en la dite cité de Saint-Hyacinthe, avec et y compris la clientèle, l'achalandage, les dettes des livres, etc., avec le privilège de faire telles acquisitions au moyen d'actions libérées du capital-actions de la présente compagnie ;

Prendre ou acquérir des actions dans d'autres compagnies et s'amalgamer avec d'autres compagnies constituées ou non en corporation ;

Acquérir des propriétés immobilières pour les fins de l'exercice, de l'exploitation ou de la protection de leur entreprise, sous le nom de "The Eagle Whitewear Manufacturing Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juillet 1910.

JOS. DUMONT,

3105-2

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1910, constituant en corporation MM. Harold Earle Walker, avocat, de la cité de Westmount, district de Montréal, Henry Noël Chauvin, avocat, George Harold Baker, avocat, Roswell Eric Fisher, étudiant, des cité et district de Montréal, et James Robert Walker, manufacturier, de la cité de Westmount, district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands de bois et manufacturer le bois, objets en bois et articles dans lesquels le bois est employé, et en général faire le commerce et manufacturer tous matériaux de construction et tous articles soit en bois ou non employés

kinds ; to acquire, exploit building lots, build houses, sell same and carry on generally the trade of house builders, sell or lease same, keep stores, acquire lands, divide same into building lots, construct, sell, lease, purchase or dispose of same in any manner whatsoever ; to construct and acquire water powers, own workshops and factories and exploit, acquire timber or other lands, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Beaulac", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eighth hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the village of Beaulac, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of July, 1910.

JOS. DUMONT,

3112

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1910, incorporating Messrs. Joseph Alfred Godard, trader, Louis Joseph Guillet, bourgeois, Joseph Napoléon Cabana, insurance broker, Louis Marier, bourgeois, and Joseph Edmond Gosselin, merchant tailor, all five of the city of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, for the following purposes :

To manufacture wearing apparel of all kinds, for men, women and children, and deal both wholesale and retail in same ;

To manufacture all accessories necessary for such purposes, and deal wholesale and retail in same ;

To acquire for such purposes the stock in trade, the name or style under which other undertakings exist, the custom, book debts, of such business or undertakings, and in particular the following firm name "The Eagle Whitewear Manufacturing Company", under which the said Joseph Alfred Godard and Joseph Louis Guillet are presently carrying on business in the said city of Saint Hyacinthe, with and including the custom, goodwill, book debts, etc., with the privilege or making such acquisitions by paid up shares of the capital stock of this company ;

To take or acquire stock in other companies and amalgamate with other incorporated or non incorporated companies ;

To acquire immoveable property for the purposes of carrying on, operating or protecting their undertaking, under the name of "The Eagle Whitewear Manufacturing Company Limited", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the secretary of the province, this fifth day of July, 1910.

JOS. DUMONT,

3106

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1910, incorporating Messrs. Harold Earle Walker, advocate, of the city of Westmount, district of Montreal, Henry Noël Chauvin, advocate, George Harold Baker, advocate, Roswell Eric Fisher, student, of the city and district of Montreal, and James Robert Walker, manufacturer, of the city of Westmount, district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of lumber merchants and manufacturer of lumber, woodenware and articles in which wood is used, and generally to deal in and manufacture all building materials and all articles whether of wood or not used in the construction of

dans la construction de maisons et autres bâtieses et pour telles fins ;

Construire et mettre en opération sur la propriété de la compagnie, ou sur propriété acquise pour cette fin, des tramways et voies d'évitement ;

Acquérir et mettre en opération des limites à bois, moulins, machines et pouvoirs d'eau ;

Faire les affaires d'un entrepreneur public et privé, et entreprendre et construire des travaux publics et privés, constructions et opérations, et pour telles fins ;

Acquérir, posséder des terrains avec bâtieses sus-érigées et en disposer ;

Placer, acquérir et posséder les obligations, débentures et stock d'autres compagnies avec lesquelles la compagnie par les présentes incorporée est autorisée à contracter ;

Faire toutes autres affaires (soit manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec ses affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable tous biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir des patentes d'invention, marques de commerce, noms de commerce et procédés secrets de toute sorte et les mettre à profit, et en disposer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre toute ou aucune partie de l'entreprise, affaires, propriété, actions, biens ou obligations de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires en tout ou en partie que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables et propres aux fins de cette compagnie, et entrer en société, arrangement pour le partage des profits ou risque conjoint avec toute telle personne, société ou compagnie ;

Emettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres garanties pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toute propriété (actions, obligations et débentures de toute autre compagnie), services, droits, bail, option, affaires, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut acquérir légalement ;

Hypothéquer la propriété immobilière et vendre, louer, échanger, garantir ou faire le commerce avec tous ou aucune partie des biens, droits ou entreprise de la compagnie, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne ou compagnie et accepter comme garantie pour tels prêts toute garantie et sécurité qui peuvent être offertes par telle personne ou compagnie, y compris les actions et débentures de telle autre compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, débentures et autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer en espèces, en argent ou autrement, selon qu'il sera décidé, tout actif ou propriété de la compagnie parmi ses membres et en particulier les actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie prenant tous ou aucune partie des biens ou obligations de cette compagnie, sous le nom de "The South Shore Lumber Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1910.

JOS. DUMONT,
3107.2 Sous-secrétaire de la province.

houses and other buildings and for such purposes ;

To construct and operate on the property of the company or on property acquired for the purpose, tramways and railroad siding ;

To acquire and operate timber limits, mills, machinery and water-powers ;

To carry on the business of a public and private contractor, and to contract for and construct public and private works, constructions and operations, and for such purposes ;

To acquire, own and dispose of lands with buildings erected thereon. To invest in and acquire and hold the bonds, debentures and stock of other companies with which the company hereby incorporated is empowered to contract ;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To acquire and dispose of patents of invention, trade marks, trade names and secret processes of all kinds and to turn same to account ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property share assets or liabilities of any person, partnerships or company carrying on any business, in whole or in part which this company is authorized to carry on or possessed or property suitable and proper for the purposes of this company, and to enter into partnership, arrangement for sharing of profits or joint adventure with any such person, partnership or company ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property (shares, bonds and debentures of any other company), services, rights, lease, option business, franchise, undertaking, power, privilege, licence or concession which this company may lawfully acquire ;

To hypothecate immoveable property and to sell, lease, exchange, pledge or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or company and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other company.

To draw, mark, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, debentures and other negotiables or transferables instruments ;

To distribute in specie, in kind or otherwise as may be resolved any assets or property of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company taking over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, under the name of "The South Shore Lumber Company," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of July, 1910.

JOS. DUMONT,
3108 Deputy Provincial Secretary.

No 2199.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-quatrième jour d'août prochain, 1910, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au seizième jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire conjoint du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire conjoint.
3061-3

Québec, 9 juillet 1910.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des

No 2199.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the twenty fourth day of August next, 1910, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the sixteenth day of August next, send a request for that purpose, to Mr. J. N. Miller, joint secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Joint secretary.
3062

Quebec, 9th July, 1910.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature, the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private

bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clrk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

2570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* au Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2571 Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Cour Supérieure.—Kamouraska.—No. 4462.—
Dame Alphonsine LeBel, épouse commune en biens de Joseph Sirois, commerçant, de la paroisse de l'Isle Verte, dûment autorisée, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari. Fraserville, 11 juillet 1910. JULES LANGLAIS, avocat de la demanderesse. 3173.2

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2572 Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Superior Court. — Kamouraska. — No. 4462. —
Alphonsine LeBel, wife common as to properties of Joseph Sirois, trader, of the parish of Isle Verte, duly authorized, has instituted an action in separation of properties against her said husband. Fraserville, 11th July, 1910. JULES LANGLAIS, attorney of plaintiff. 3174

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame B. Gelbman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Klein, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Morris Klein, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 29^e jour de juin 1910.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1910. 3213

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 2713.

Dame Marie-Louise Emond, de Fraserville, épouse commune en biens de Théodule Daris, ci-devant embouteilleur de bière, et maintenant employé de l'Intercolonial, du même lieu, la dite Dame dûment autorisée par l'un des juges de cette cour à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Théodule Daris, de Fraserville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 mars de l'année 1910.

LEON PARADIS,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 14 juillet 1910. 3209

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 890.

Dame Lydia Baron, de la ville de Mégantic, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens, contre son époux, Modeste Huot, cordonnier.

EDGAR LALIBERTÉ,

Procureur de la demanderesse.

Lac Mégantic, 9 juillet 1910. 3127-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2314.

Dame Marie-Louise Gervais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Adolphe Robillard, entrepreneur, du même lieu, a poursuivi le dit Louis Adolphe Robillard en séparation de biens.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,

JULIEN & BERARD.

Avocats de Dame Marie-Louise Gervais.

Montréal, 9 juillet 1910. 3125-2

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 162.

Dame Mary Mailloux, de la paroisse de Berthier, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Régis Gaumond, cultivateur, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 2 juillet 1910. 3043.3

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 157.

Dame Délila Lord, de la paroisse de Saint-Cyrille, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Saint-Pierre, journalier, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 27 juin 1910. 2901.4

Province of Quebec, {
District of Montreal. { *Superior Court.*

Dame B. Gelbman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Morris Klein, of the same place, being duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Morris Klein, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been entered by the plaintiff against the defendant, the 28th day of June, 1910.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th July, 1910. 3214

Province of Quebec. }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 2713.

Dame Marie-Louise Emond, of Fraserville, wife common as to property of Théodule Daris, heretofore beer-bottler and presently an employee of the Intercolonial, of the same place, the said Dame authorize by one of the judges of the said court, "à ester en justice" for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs

The said Théodule Daris, of Fraserville, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 6th March, of the year 1910.

LEON PARADIS,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 14th July, 1910. 3210

Province of Quebec, {
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 890.

Dame Lydia Baron, of the town of Megantic, wife of Modeste Huot, shoemaker, has instituted an action for separation as property, against her said husband, this day.

EDGAR LALIBERTÉ,

Attorney for the plaintiff.

Lake Megantic, 9th July, 1910. 3128

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2314.

Dame Marie-Louise Gervais, of the city and district of Montreal, wife common as to property, Louis Adolphe Robillard, contractor, has taken an action "en séparation de biens" against the said Louis Adolphe Robillard.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,

JULIEN & BERARD.

Attorneys for Dame Marie-Louise Gervais.

Montreal, 9th July, 1910. 3126

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 162.

Dame Mary Mailloux, of the parish of Berthier, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board against her husband, Régis Gaumond, farmer, of the same place.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 2nd July, 1910. 3044

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 157.

Dame Délila Lord, of the parish of Saint-Cyrille, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation and to property against her husband, Joseph Saint-Pierre, laborer of the same place.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 27th June, 1910. 2902

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 552.

Dame Sarah Mongrain, épouse commune en biens
de Armand Mongrain, commerçant, de la ville
de Grand'Mère, et dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Armand Mongrain, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
institué par la demanderesse, contre le défendeur.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 juillet 1910. 3123.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 130.

Dame Ruth Pigeon, de la cité et du district de
Montréal, épouse commune en biens de Isidore
Tremblay, plâtrier, du même lieu, et ce dernier
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Isidore Tremblay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
institué contre le défendeur.

CHARLEMAGNE RODIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 11 juillet 1910. 3179.2

Cour Supérieure, District de Québec, No 2568.
Dame Marie Malvina Racine, épouse commune en
biens de Amédée Quérét dit Latulippe, de la cité de
Québec, entrepreneur maçon, dûment autorisée à
ester en justice, a intenté, ce jour, une action en
séparation de biens contre son dit époux.

MORAU & SAVARD,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 24 juin 1910. 2895.4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dame Délia Fortier, du village de l'Annonciation,
dans le district d'Ottawa, épouse commune en
biens de Ferdinand Lafleur, hôtelier, du même
lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Ferdinand Lafleur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
institué contre le défendeur.

MAJOR & FORTIER,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 23 juin 1910. 2893.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3027.

Dame Victorine Hainault, épouse commune en biens
de Gustave Deschamps, entrepreneur, tous deux
de la ville de Verdun, district de Montréal,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gustave Deschamps, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 14 juillet 1910.

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 juillet 1910. 3195-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Cyrille Guay, hôtelier, des cité et
district de Montréal, Failli.
Avis est par les présentes donné qu'un premier

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 552.

Dame Sarah Mongrain, wife common as to pro-
perty of Armand Mongrain, trader, of the town
of Grand'Mère, and duly authorized to ester en
justice, Plaintiff ;

vs

The said Armand Mongrain, Defendant.
An action for separation as to property has this
day, been instituted by the plaintiff against the
defendant.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 12th July, 1910. 3124

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 130.

Dame Ruth Pigeon, of the city and district of Mon-
treal, wife common as to property of Isidore
Tremblay, plasterer, of the same place, and the
latter to authorize his wife for the purposes
hereof, Plaintiff ;

vs

The said Isidore Tremblay, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this day, against the defendant.

CHARLEMAGNE RODIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th July, 1910. 3180

In the Superior Court, District of Quebec, No.
2568. Dame Marie Malvina Racine, wife common as
to property of Amédée Quérét dit Latulippe, of the
city of Quebec, contractor, duly authorized to ester
en justice, has, this day, instituted an action for sepa-
ration as to property against her said husband.

MORAU & SAVARD,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 24th June, 1910. 2896

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Délia Fortier, of the village of l'Annoncia-
tion, in the district of Ottawa, wife common as to
property of Ferdinand Lafleur, hotelkeeper, of
the same place, duly authorized "à ester en jus-
tice", Plaintiff ;

vs

The said Ferdinand Lafleur, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted against the defendant, this day.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 23rd June, 1910. 2894

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3027.

Dame Victorine Hainault, wife common as to pro-
perty of Gustave Deschamps, contractor, both of
the town of Verdun, duly authorized to ester en
justice, Plaintiff ;

vs

The said Gustave Deschamps, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 14th July, 1910.

CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 14th July, 1910. 3196

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Cyrille Guay, hotelkeeper, of the
city and district of Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final

et dernier bordereau de dividende a été préparé par moi dans cette affaire, et sera payable à mon bureau, 55, rue Saint-François Xavier, Montréal, le ou après le 10 août 1910.

Toutes contestations à ce bordereau devra être produite entre mes mains avant la date sus-mentionnée.

P. L. S. TURGEON,

Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 3219

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 50.

In re Charles Edouard St-Onge, Louiseville,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré et sera soumis à objection, jusqu'au 31 juillet 1910, après laquelle date le dividende sera payé.

S. DUGAL,

Curateur.

3217

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 96.

Dans l'affaire de Donat Toussignant, marchand, de
Saint-Pierre les Becquets,

Débiteur insolvable ;

et

Zéphirin Toussignant.

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, aux Trois-Rivières.

SYLVIANO DUGAL,

Gardien provisoire.

Tessier & Lacoursière,
Procureurs du requérant cession.
Trois-Rivières, 18 juillet 1910. 3211

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 204.

Dans l'affaire de James Maguire, de la ville de Farnham, district de Bedford, hôtelier,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, à Sweetsburg, dit district.

E. R. CROTEAU,

Gardien provisoire.

Sweetsburg, 13 juillet 1910. 3227

Province de Québec, }
District de Beauce } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Dallaire et al, marchands, de
Saint-Evariste,

vs

Louis Fournier, commerçant et industriel, de Saint-Hilaire de Dorset, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et a déposé son bilan au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, le seize juillet mil neuf cent dix.

L. A. FONTAINE, N. P.,

Gardien provisoire.

Saint-Evariste, 16 juillet 1910. 3215

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Madame Fred. Forget, marchande publique,
Montréal, Failli.

En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 18 juillet 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite insolvable.

dividend has been prepared by me in this matter, and will be payable at my office, 55, Saint François-Xavier, Montreal, on or after the 10th August, 1910.

Any contestation of said dividend must be deposited into my hands before the date above mentioned.

P. L. S. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier, Montreal. 3220

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 50.

In re Charles Edouard St-Onge, Louiseville,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be open to objection until 31st July, 1910, after which date the dividend will be payable.

S. DUGAL,

Curator.

3218

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 96.

In the matter of Donat Toussignant, merchant, of
Saint Pierre les Becquets,

Insolvent debtor ;

and

Zéphirin Toussignant.

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Three Rivers.

SYLVIANO DUGAL,

Provisional guardian.

Tessier & Lacoursière,
Attorneys for the petitioner.
Three Rivers, 18th July, 1910. 3212

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 204.

In the matter of James Maguire, of the town of Farnham, district of Bedford, hotelkeeper,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made, this day, an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, in this district, at Sweetsburg, said district.

E. R. CROTEAU,

Provisional guardian.

Sweetsburg, 13th July, 1910. 3228

Province of Quebec, }
District of Beauce } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Dallaire et al, merchants, of
Saint-Evariste, Petitioners for assignment ;

vs

Louis Fournier, trader and manufacturer, of Saint-Hilaire de Dorset, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, and has filed his statement in the office of the protonotary of the superior court of the district of Beauce, on the sixteenth of July, nineteen hundred and ten.

L. A. FONTAINE, N. P.,

Provisional guardian.

Saint-Evariste, 16th July, 1910. 3216

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Madame Fred. Forget, merchant, Montreal,
Insolvent.

In virtue of a judgment of the said court, dated the 18th of July, 1910, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 20 juillet 1910.

3243

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Rosalinda Lareau, (Monast Hotel), de la ville Saint-Pierre, Faillie.
Par jugement de cette cour, en date du 19 juillet 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 20 juillet 1910.

3245

District de Québec.

Re Louis St-Hilaire, marchand, Saint-Romuald, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 juillet 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 juillet 1910.

3257

District de Rimouski.

Re J. O. Couture & Frères, marchands, Couturval, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 juillet 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 juillet 1910.

3259

District de Saguenay.

Re Grace D. Brassard, marchand, Malbaie, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 août 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 juillet 1910.

3253

District de Chicoutimi.

Nil Boily, de Métabetchouan, marchand, a, le 20 juillet 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 juillet 1910.

3251

All persons having claims against the said estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 20th July, 1910.

3244

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Dame Rosalinda Lareau, (Monast Hotel), of Ville Saint Pierre, Insolvent.
By judgment of the said court, dated the 19th of July, 1910, I was appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against the said estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 20th July, 1910.

3246

District of Québec.

Re Louis St. Hilaire, merchant, Saint Romuald, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 20th July, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th July, 1910.

3258

District of Rimouski.

Re J. O. Couture & Frères, merchants, Couturval, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 16th July, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th July, 1910.

3260

District of Saguenay.

Re Grace D. Brassard, merchant, Murray Bay, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th August, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 20th July, 1910.

3254

District of Chicoutimi.

Nil Boily, of Metabetchouan, merchant, has, on the 20th of July, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building. Co.
Quebec, 20th July, 1910.

3252

District de Québec.

Re J. E. Gingras, marchand, Saint-Romuald,
Insolvent.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 juillet 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 juillet 1910. 3255

District de Montreal.

Re A. Collins, enregistré, marchand, de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9e jour d'août 1910, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

A. LAMARCHE,
Curateur.

57, Liverpool & London & Globe,
112, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 juillet 1910. 3273

Province de Québec, { *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de A. Marashe, Joliette, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
205, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 19 juillet 1910. 3275

Province de Québec, { *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Garmaise Bros, Failli.

Avis vous est par les présentes donné que, le 15e jour de juillet, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

WM. T. WOOD,
Curateur.

3283

Ventes par encan

Province de Québec, { *Cour Supérieure.*
District de Pontiac. }

In re Société Chouinard & Sauriol, hôteliers, Waltham.

Avis est par les présentes donné que, MARDI, le SEIZIEME jour d'AOUT 1910, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendue, à l'encan public, à Waltham, la propriété immobilière appartenant à la dite société et décrite comme suit, savoir :

Un lot de terre de forme irrégulière, ayant cent vingt-six pieds en front, sur la rue Principale du village de Waltham, sur une profondeur de trois cent quatre-vingt-seize pieds dans la ligne est du dit lot, et une largeur de trois cent quatre-vingt-seize pieds en arrière du dit lot, et mesurant une profondeur de quatre cent soixante-deux pieds du derrière du dit lot sur la ligne de division entre les

District of Québec.

Re J. E. Gingras, merchant, Saint Romuald,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 20th July, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th July, 1910. 3256

District of Montreal.

Re A. Collins, registered, merchant, of Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be opened to objection until the 9th day of August, 1910, after which date the dividends will be payable at my office.

A. LAMARCHE,
Curator.

57, Liverpool & London & Globe,
112, Saint James street.
Montreal, 20th July, 1910. 3274

Province of Québec, { *Superior Court*
District of Montreal. }

In the matter of A. Marashe, Joliette, Que.,
Insolvent

Notice is hereby given that, on the 13th instant, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 19th July, 1910. 3276

Province of Québec, { *Superior Court*
District of Montreal. }

Garmaise Bros, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of July, by order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who made a judicial abandonment thereof for the benefit of the creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

WM. T. WOOD,
Curator.

3284

Auction Sales

Province of Québec, { *Superior Court.*
District of Pontiac. }

In re Partnership Chouinard & Sauriol, hotelkeepers, Waltham.

Notice is hereby given that, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST, 1910, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, on the premises at Waltham, the immoveable property belonging to the said partnership and described as follows, to wit :

A certain tract of land or a lot of irregular form containing one hundred and twenty six feet in front, on the Main street of the village of Waltham, three hundred and ninety six feet in depth on the east line of said lot, three hundred and ninety six feet in width or in rear, and four hundred and sixty two feet in depth, running, on the division line between

lots numéros quatre et cinq, du rang A, du canton Waltham jusqu'à la rue Principale du village de Waltham ;

Lequel dit lot forme partie du numéro cinq (5), dans le rang A, du cadastre officiel du canton de Waltham ;

Le tout comprenant un hôtel avec licence d'hôtel, et toutes autres bâtisses y érigées.

ALEX. DUFORD,
Liquidateur, Bryson.
3099.2 [Première publication, 16 juillet 1910.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
No 88.

Dionis Milot, Saint-Sévère, Failli ;
et

Sylviano Dugal, Curateur.
Le soussigné vendra à l'encan public, MARDI, le DEUX AOUT 1910, à NEUF heures ET DEMIE A. M.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Sévère, au côté du chemin de front du rang Saint-François de Piquedure, connu et désigné comme faisant partie du lot No 22, des plan et livre de renvoi officiels d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Sévère, contenant un demi arpent de largeur sur un arpent de profondeur ; borné vers le nord au chemin de front du dit rang, en profondeur et des deux côtés à Elie Héroux, se trouvant à environ un arpent de la terre d'Emile Lamy.

Cette vente est faite aux conditions préparées dans le cahier des charges et visible au bureau du curateur.

Pour plus amples informations s'adresser à
S. DUGAL,
Curateur.

Bureau : 136, rue Notre-Dame,
Trois-Rivières 2987-2

En Liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 163.

"The George A. Gatehouse Company, Incorporated", dans la cité de Montréal,

En liquidation ;

Un ordre de liquidation a été octroyé dans cette affaire et une assemblée des créanciers, actionnaires et contribuables de la dite compagnie est par le présent convoquée pour le vingt-neuvième jour de juillet courant, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal, dans le but de nommer un liquidateur final à la dite compagnie.

G. H. PLOURDE,
Député-protonotaire, C. S.
Montréal, 18 juillet 1910. 3225

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 164.

"The Union Bag Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, En liquidation.

Un ordre de liquidation a été octroyé dans cette affaire et une assemblée des créanciers, actionnaires et contribuables de la dite compagnie est par le présent convoquée pour le vingt-neuvième jour de juillet courant, à dix heures de l'avant midi, dans la salle

lots numbers four and five, of range A, of the township of Waltham, from the rear of said lot to the Main street of said village of Waltham ;

And which said tract of land is a portion of that lot known and designated according to the official plan and book of reference for the township of Waltham under number five (5), in range A, of the said township ;

Together with a hotel, and hotel license and all buildings thereunto belonging.

ALEX. DUFORD,
Liquidator, Bryson.
3100 [First published, 16th July, 1910.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three-Rivers.
No. 88.

Dionis Milot, Saint Sévère, Insolvent ;
and

Sylviano Dugal, Curateur.
The undersigned will sell by public auction, on TUESDAY, the SECOND of AUGUST, 1910, at HALF PAST NINE A. M.

An emplacement située en la paroisse de Saint-Sévère, on the side of the front road of the Saint François de Piquedure range, known and designated as forming part of lot No. 22, on the official registration plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Sévère, containing one half arpent in width by one arpent in depth ; bounded on the north by the front road of the said range, in depth and on both sides by Elie Héroux, being about one arpent from the farm of Emile Lamy.

The said sale will be made on the conditions prepared in the list of charges and visible at the curator's office.

For more ample information apply to
S. DUGAL,
Curateur.

Office : 135, Notre Dame street,
Three Rivers. 2988

In Liquidation

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 163.

The George A. Gatehouse Company, Incorporated, in the city of Montreal,

In liquidation.

A winding-up order has been granted in this matter and a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said company is hereby called for the twenty ninth day of July instant, at ten of the clock in the forenoon, in the court room No. 31, in the court house, at the city of Montreal, to appoint a final liquidator to the said company.

G. H. PLOURDE,
Deputy prothonotary, S. C.
Montreal, 18th July, 1910. 3226

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 164.

The Union Bag Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, In liquidation.

A winding-up order has been granted in this matter and a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said company is hereby called for the twenty ninth day of July instant, at ten of the clock in the forenoon, in the court room

No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal, dans le but de nommer un liquidateur final à la dite compagnie.

G. H. PLOURDE,
Député protonotaire, C. S.
Montréal, 18 juillet 1910. 3223

No. 31, in the court house, at the said city of Montreal, to appoint a final liquidator to the said company.

G. H. PLOURDE,
Deputy prothonotary, S. C.
Montreal, 18th July, 1910. 3224

Ordre de Cour

Canada, } Dans la Cour de Circuit,
Province de Québec, } dans et pour le district
District de Saint-François. } de Saint-François.
Le huitième jour de juillet, mil neuf cent dix.

Présent : Sa seigneurie M. le juge Tellier.
Victor Archambault, de la cité de Sherbrooke, dans
le district de Saint-François, commerçant,
Demandeur ;

vs

Jos. Lamy, de la ville de Windsor, dans le district
de Saint-François, Défendeur ;

et

Filius Milette et Auguste Provencher, commerçant,
tous deux de la ville de Windsor Mills, dans le
dit district de Saint-François, Tiers-saisi.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur de
produire leurs réclamations contre lui en cette cause
au bureau du greffier de la cour de circuit, dans la
cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François,
sous quinze jours de la date de la première
insertion dans la "Gazette Officielle", du présent
avis.

G. L. DE LOTTINVILLE,

Greffier de la cour de circuit.

Campbell & Gendron,
Procureurs du demandeur. 3193 2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François

Arthabaska, à savoir : } DAVID H. PARMELEE,
No 712. } D LEE, comptable,

Demandeur ; contre OLIVIER BROUILLARD,
Défendeur.

1° Le lot numéro vingt-quatre B, du cadastre
officiel pour le canton de Kingsey, dans le cinquième
rang—circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro vingt-cinq B, du cadastre offi-
ciel pour le canton de Kingsey, dans le sixième
rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-
Lucien, le TROISIÈME jour d'AOUT prochain,
1910, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 29 juin 1910. 2961.2
[Première publication, 2 juillet 1910.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Order of the Court

Canada, } In the Circuit Court, in
Province of Quebec, } and for the district of
District of Saint Francis. } Saint Francis.
The eighth day of July, one thousand nine hundred
and ten.

Present : His lordship Mr. justice Tellier ;
Victor Archambault, of the city of Sherbrooke, in
the district of Saint Francis, trader,
Plaintiff ;

vs

Jos. Lamy, of the town of Windsor, in the district
of Saint Francis, Defendant ;

and

Filius Milette and Auguste Provencher, trader, both
of the town of Windsor Mills, in the district of
Saint Francis, Garnishees.

It is ordered that the creditors of the said defend-
ant file their claims against him in the office of
the clerk of the circuit court, at the city of Sher-
brooke, in the district of Saint Francis, in this
cause, within fifteen days from the date of the first
insertion of the "Official Gazette", of the present
order.

G. L. DE LOTTINVILLE,

Clerk of the circuit Court.

Campbell & Gendron,
Attorneys for plaintiff. 3194

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

Arthabaska, to wit : } DAVID H. PARMELEE,
No. 712. } D accountant, Plaintiff ;
against OLIVIER BROUILLARD, Defendant.

1. Lot number twenty four B, of official cadastre
for the township of Kingsey, in the fifth range—
circumstances and dependencies.

2. Lot number twenty five B, of official cadastre
for the township of Kingsey, in the sixth range—
with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint
Lucien, on the THIRD day of AUGUST next,
1910, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 29th June, 1910. 2962
[First published, 2nd July, 1910.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS has
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } WILFRED LEBEL ET
 District de Bedford, } WALTER H.
 No. 3066. } EWING, tous deux marchands de charbon, faisant affaires comme tels sous les nom et raison de "Lackawana Coal Company."

Demandeurs ; contre les terres et tenements de J. A. LEQUIN, de la ville de Farnham, comté de Missisquoi et district de Bedford, Défendeur, et G. A. Morrisson, des cité et district de Montréal, avocat, distrayant.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Farnham, comté de Missisquoi et district de Bedford, maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous les numéros soixante et quatorze (74) et soixante et quinze (75) ; borné au nord par la Principale rue, au sud par le numéro 499, à l'est par le numéro 73, et à l'ouest par le numéro 78, contenant 22387 pieds en superficie, mesure anglaise—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sweetburg, 18 juillet 1910. 3241
 [Première publication, 23 juillet 1910].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } LOUIS NÈRE TREM-
 No 2619. } BLAY, Demandeur ;
 contre PAMPHILE GAGNON, Défendeur.

Les améliorations, défrichements, droit d'occupation et de possession, et tous les droits quelconques que le défendeur a et peut avoir sur la moitié ouest du lot numéro 29 du rang A, du canton Simard, le dit lot étant connu et désigné au cadastre officiel du rang A du canton Simard, comme le lot 29 B.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 19 juillet 1910. 3263
 [Première publication, 23 juillet 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } HONORABLE LOUIS
 No 10798. } PELLETTIER, de
 Québec, Demandeur ; contre ELZEAR MOREL, de Saint Henri de Taillon, Défendeur.

Le lot de terre numéro sept, du deuxième rang du canton Taillon—avec les bâtisses dessus construites, circonsances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Taillon, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 19 juillet 1910. 3261
 [Première publication, 23 juillet 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } WILFRED LEBEL AND
 District of Bedford, } WALTER H. EWING,
 No. 3066. } both coal merchants, and

doing business as such under the name and style of "Lackawana Coal Company, Plaintiff; against the lands and tenements of J. A. LEQUIN, of the town of Farnham, county of Missisquoi and district of Bedford, Defendant, and G. A. Morrison, of the city and district of Montreal, advocate distrayant.

That certain piece of land situate in the town of Farnham, county of Missisquoi and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as numbers seventy four (74) and seventy five (75); bounded north by Principal street, south by number (499), east by number (73) and west by number (78), containing 22387 superficial feet, english measure—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sweetburg, 18th July, 1910. 3242
 [First published, 23rd July, 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } LOUIS NÈRE TREM-
 No. 2619. } BLAY, Plaintiff; against
 PAMPHILE GAGNON, Defendant.

The improvements, clearances, rights of occupation and possession, and all the rights whatsoever that the defendant has and may have on the west half of lot No. 29 of range A, of the township Simard, the said lot being known and designated on the official cadastre of range A of the township Simard, as lot No. 29 B.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne, on the TWENTY THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Chicoutimi, 19th July, 1910. 3264
 [First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } HONORABLE LOUIS
 No. 10798. } PELLETTIER, of
 Quebec, Plaintiff; against ELZEAR MOREL, of Saint Henri de Taillon, Defendant.

The lot of land number seven, of the second range of the township of Taillon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Taillon, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
 Chicoutimi, 19th July, 1910. 3262
 [First published, 23rd July, 1910].

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **L** E CURÉ ET LES MAR-
No. 3072. } **L** GUILLIERS DE L'ŒU-
VRE ET FABRIQUE DE SAINT ROCH DES
AULNAIS ; contre GEDEON VILLENEUVE,
de Normandin.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, dans le comté du Lac Saint-Jean, connue et désignée sous le numéro vingt (20), du rang nord, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Normandin, de la contenance de 129 acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Normandin, le DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif,

Shérif.

Chicoutimi, 30 juin 1910.

2955.2

[Première publication, 2 juillet 1910.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **T** HE CURÉ and CHURCH-
No. 3072. } **T** WARDENS OF L'ŒU-
VRE ET FABRIQUE DE SAINT ROCH DES
AULNAIS ; against GEDEON VILLENEUVE, of
Normandin.

A farm being and situate in the parish of Saint Cyrille de Normandin, in the county of Lake Saint John, known and designated under number twenty (20), of the north range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Normandin, containing 129 acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Normandin, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Sheriff.

Chicoutimi, 30th June, 1910.

2956

[First published, 2nd July, 1910.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **E** X PARTE WILLIAM
No. 140. } **E** BARCLAY GORDON
CLEATHER, Requéant, et un PROPRIÉTAIRE
INCONNU.

Une terre sise et située sur le rang Saint-Jean, en la paroisse de Saint-Georges de Henryville, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Georges de Henryville, sous le numéro cent quatre-vingt quinze (No 195)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Georges de Henryville, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif.

Shérif.

Saint-Jean, 18 juillet 1910.

3221

[Première publication, 23 juillet 1910.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John, to wit : } **E** X PARTE WILLIAM
No. 140. } **E** BARCLAY GORDON
CLEATHER, Petitioner, and AN UNKNOWN
PROPRIETOR.

A farm lying and situate on the range Saint John, in the parish of Saint George of Henryville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint George of Henryville, under the number one hundred and ninety five (No. 195)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint George of Henryville aforesaid, on the TWENTY THIRD day of the month of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND.

Sheriff's Office.

Sheriff.

Saint John, 18th July, 1910.

3222

[First published, 23rd July, 1910.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **D** AME BERNADETTE
No. 7972. } **D** PELLETTIER, épouse
séparée de biens de Tancrede Pelletier, peintre, de
Fraserville, et y faisant affaires seule sous le nom
de "T. Pelletier & Cie," et le dit TANCREDE
PELLETTIER, pour autoriser son épouse, Deman-
deurs ; contre ALEXANDRE THERRIault,
employé de l'Intercolonial, de la ville de Fraser-
ville, Défendeur.

Le droit de réméré appartenant au défendeur en vertu d'un acte de vente du 22 novembre 1909, devant M^{re} Dugal, notaire, et dûment enregistré, par et en vertu duquel, le dit défendeur, Alexandre

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **D** AME BERNADETTE
No. 7972. } **D** PELLETTIER, wife
separated as to property of Tancrede Pelletier,
painter, of Fraserville, and there carrying on busi-
ness alone under the name of "T. Pelletier &
Cie.", and the said TANCREDE PELLETTIER,
to authorize his wife, Plaintiffs ; against ALEX-
ANDRE THERRIault, employee of the Interco-
lonial, of the town of Fraserville, Defendant.

The right of redemption belonging to the defendant under a deed of sale of the 22nd November, 1909, before M^{re} Dugal, notary, and duly registered, by and in virtue of which the said defendant

Therriault, a vendu à sieur Octave Devost, rentier, de la ville de Fraserville—avec garantie de tous troubles et hypothèques quelconques et sous réserve de la faculté de réméré ci-dessus mentionnée :

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Fraserville, sur le côté est de la rue Amyot, contenant cinquante pieds de front le long de la rue Amyot, sur cent quarante-neuf pieds de profondeur de l'est à l'ouest ; borné au nord à François Meunier, au sud à un nommé Bélanger, à l'est au terrain des héritiers Fraser, et à l'ouest à la dite rue Amyot ; lequel fait partie du lot (No 202), numéro deux cent deux, du plan et livre de renvoi officiels de la ville de Fraserville—avec une maison y construite, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement ; sujet aux charges et conditions du dit acte, et notamment d'une rente annuelle constituée grévant le dit terrain.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Fraserville, le TROISIEME jour d'AOUT 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 29 juin 1910. 2985-2
[Première publication, 2 juillet 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **DILON LEMIRE**, marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur, es-qualité ; contre les terres et tenements de **MICHAEL THOMAS CARMODY**, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre mesurant environ quarante pieds six pouces de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, composé de : 1. lot numéro cent cinquante-sept, de la subdivision officielle du lot numéro sept, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, mesurant environ vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, et de la moitié sud-est, joignant le dit numéro cent cinquante-sept du lot numéro cent cinquante-six, de la dite subdivision, la dite moitié mesurant environ douze pieds six pouces de largeur sur la dite profondeur de quatre-vingts pieds ; et 2. les trois pieds de largeur joignant la dite moitié sud-est sur la même profondeur de quatre-vingts pieds, étant partie de la moitié nord-ouest du dit numéro cent cinquante-six, de la dite subdivision—avec la maison et dépendances et tous les accessoires y appartenant et le droit de passage dans une ruelle en arrière, et dans une autre pour communiquer à, et de la rue Dufferin, sur laquelle le dit lot de terre, par le présent vendu, fait front, et la dite moitié sud-est en largeur ainsi que les dits trois pieds de largeur joignant icelle sur leur dite profondeur ; joignant en front à la dite rue Dufferin, en arrière à l'une des dites ruelles, d'un côté à la dite subdivision lot numéro cent cinquante-sept, et de l'autre côté, au nord-ouest, au résidu de la dite subdivision lot numéro cent cinquante-six—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 19 juillet 1910. 3239
[Première publication, 23 juillet 1910.]

Alexandre Therriault, sold to Sieur Octave Devost, rentier, of the town of Fraserville—with guarantee from all troubles and hypothecs whatsoever, and under reserve of the right of redemption hereabove mentioned :

A lot of land or emplacement situate in the town of Fraserville, on the east side of Amyot street containing fifty feet in front along Amyot street by one hundred and forty nine feet in depth from east to west ; bounded on the north by François Meunier, on the south by a party named Bélanger, on the east by the land of the Fraser heirs, and on the west by the said Amyot street ; which forms part of lot (No. 202) number two hundred and two, on the official plan and book of reference of the town of Fraserville—with a house thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole actually is ; subject to the charges and conditions of the said deed, and especially to a yearly constituted ground rent encumbering to the said land.

To be sold at the sheriff's office, at Fraserville, on the THIRD day of AUGUST, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 29th June, 1910. 2986
[First published, 2nd July, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DILON LEMIRE**, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff, *vs* quality ; against the lands and tenements of **MICHAEL THOMAS CARMODY**, of the same place, Defendant.

A lot of land measuring about forty feet and six inches in width by eighty feet in depth, composed of : 1st lot number one hundred and fifty seven, of the official subdivision of lot number seven, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, now Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, measuring about twenty five feet in width by eighty feet in depth, and of the south east half, adjoining said number one hundred and fifty seven, of lot number one hundred and fifty six, of said subdivision, said one half measuring about twelve feet and six inches in width, by said depth of eighty feet ; and 2nd the three feet in width adjoining said south east half by the same depth of eighty feet, being part of the north west half of said number one hundred and fifty six, of said subdivision—with the house and dependencies and all accessories thereof, and the right of passage in a lane rear, and in another one to communicate to and from Dufferin street, to which said lot of land hereby sold is fronting, and said south east half in width as well as the said three feet in width adjoining the same by their said depth ; joining in front said Dufferin street, in rear to one of said lanes, on one side said subdivision lot number one hundred and fifty seven, and on the other side, to the north west, the remaining portion of said subdivision lot number one hundred and fifty six—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 19th July, 1910. 3240
[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **ISRAEL CABANA**, bourgeois, de la ville de Holyoke, dans l'état du Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Demandeur ; contre les terres et tenements **DES HERITIERS** de feu Sarah Hall, en son vivant épouse séparée de biens de Archibald Cousineau, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, et Hubert Raymond, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de pays inconnus. Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé au village de Villaray, ayant front sur la rue Saint-Hubert et connu et désigné sous le numéro cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-165) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga, contenant, le dit lot, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds et neuf pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière et avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, ayant front sur la même rue, et connu et désigné sous le numéro cent soixante et six, de la subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-166), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds et huit pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 juillet 1910. 3287
[Première publication, 23 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **LE REVEREND LOUIS CANDIDE THERRIEN**, prêtre, de la paroisse de Saint Raphaël de l'Île Bizard, dans le district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Césaire Therrien, en son vivant de la paroisse de Verchères, Demandeur ; contre les terres et tenements de **LOUIS GONZAGUE DUBUC**, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint Isidore, dans le district de Montréal, et maintenant de la cité et du district de Montréal, et **DAME SOPHIE BAZINET**, veuve de feu Louis Dubuc, en son vivant cultivateur, de la dite paroisse de Saint Isidore, résidant maintenant en les cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisies comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Une terre située en la côte nord-ouest de Saint Régis, dans la paroisse de Saint Isidore, faisant partie du lot numéro cent dix (110), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Isidore, faits pour les fins d'enregistrement, étant la moitié sud-ouest du dit lot, et cette moitié contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public et par le numéro 111, en profondeur par la ligne limitative nord-ouest de la dite paroisse, d'un côté par le numéro 109, et de l'autre côté par les numéros 112 et 113, du cadastre de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Une terre située en la côte nord-ouest de Saint Régis, dans la dite paroisse de Saint-Isidore, connue et désignée sous le numéro cent treize (113), au plan et sur le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Isidore, contenant deux arpents, neuf perches et douze pieds de front sur dix-neuf arpents de profondeur, plus ou moins, et de là, un arpent de largeur sur vingt arpents et cinq perches

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **ISRAEL CABANA**, gentleman, of the town of Holyoke, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THE HEIRS** of the late Sarah Hall, in her lifetime wife separated as to property of Archibald Cousineau, real estate agent, of the city and district of Montreal, and Hubert Raymond, heretofore of the city and district of Montreal, and presently of parts unknown, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate on the village of Villaray, fronting on Saint Hubert street, and known and designated under number one hundred and sixty five, of the official subdivision of lot number four hundred and eighty nine (489-165), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga, the said lot containing twenty five feet in width by ninety feet and nine inches in depth, more or less, english measure—with the right of way in common with others in the lane in the rear and with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the same place, fronting on the same street, and known and designated under number one hundred and sixty six, of the official subdivision of the said lot number four hundred and eighty nine (489-166), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, containing twenty five feet in width by ninety feet and eight inches in depth, english measure, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office. Deputy sheriff.
Montreal, 19th July, 1910. 3288
[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE REVEREND LOUIS CANDIDE THERRIEN**, priest, of the parish of Saint Raphael de l'Île Bizard, in the district of Montreal, in his capacity of testamentary executor of the late Césaire Therrien, in his lifetime of the parish of Verchères, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LOUIS GONZAGUE DUBUC**, heretofore farmer, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, and now of the city and district of Montreal, and **DAME SOPHIE BAZINET**, widow of the late Louis Dubuc, in his lifetime farmer, of the said parish of Saint Isidore, presently residing in the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immovables, to wit :

1. A land situate in the north west côte de Saint Régis, in the parish of Saint Isidore, forming part of lot number one hundred and ten (110), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Isidore, made for registration purposes, being the south west half of the said lot, and the said half containing two arpents in front by forty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public road and by number 111, in depth by the north west boundary line of the said parish, on one side by number 109, and on the other side by numbers 112 and 113, of the cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the north west côte de Saint Régis, in the said parish of Saint Isidore, known and designated under number one hundred and thirteen (113), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Isidore, containing two arpents nine perches and twelve feet in front by nineteen arpents in depth, more or less, and thence, one arpent in width by twenty arpents and

de profondeur, plus ou moins, formant environ soixante et dix-huit arpents et quarante-deux perches en superficie; bornée en front par le chemin public, en profondeur par la ligne limitative nord-ouest de la dite paroisse et par le numéro 112, d'un côté par les numéros 110 et 112, et de l'autre côté par le numéro 114—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Une autre terre située en la dite côte nord-ouest de Saint-Régis, dans la dite paroisse de Saint-Isidore, connue et désignée sous le numéro cent douze (112), au plan et sur le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Isidore, contenant deux arpents de front sur vingt arpents et cin- perches de profondeur, plus ou moins, formant environ quarante et un arpents en superficie; bornée en front et d'un côté par le No 113, en profondeur par la ligne limitative nord-ouest de la dite paroisse, et de l'autre côté par le No 110, de la dite paroisse de Saint-Isidore—avec bâtisses.

A la charge par l'acquéreur de respecter le bail authentique fait en vertu de Arsène Vinet, cultivateur, de Saint-Isidore, le 5 mars 1910, devant Maître J. A. Poupart, notaire, des susdites propriétés pour le terme d'un an à compter du premier mars 1910 au premier mars 1911; mais le loyer ne sera pas collecté par l'acquéreur, vu qu'il a été transporté par les dits défendeurs avant la saisie.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif.

Député Shérif.

Montréal, 20 juillet 1910.

3279

[Première publication, 23 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH HENRI
No 177. } ARTHUR FOREST,

bourgeois, de la paroisse de Saint-Jacques l'Achigan, et ULDERIC CORBEIL, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, Demandeurs; contre les terres et tenements délaissés par le défendeur en cette cause, CAMILLE LACHAPPELLE, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, sur Arthur Moreau, député-protonotaire de la cour supérieure, district de Montréal, qui a été nommé curateur au délaissement.

Un terrain situé au village de Boucherville, district de Montréal, de forme triangulaire, ayant cent quatre-vingt-dix pieds dans la ligne joignant le terrain de la compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel, qui la borne, en front deux cent cinquante-huit pieds dans la ligne nord-est, et deux cent trois pieds dans la ligne sud-ouest joignant le terrain de l'honorable C. B. de Boucherville, lequel terrain faisant partie du lot connu sous le numéro quatre-vingt-onze, des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville—avec deux maisons érigées sur le dit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif,

Député shérif.

Montréal, 20 juillet 1910.

3281

[Première publication, 23 juillet 1910].

Ventes par le Shérif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

five perches in depth, more or less, forming about seventy eight arpents and forty two perches in superficies: bounded in front by the public road, in depth by the north west boundary line of the said parish and by number 112, on one side by numbers 110 and 112, and on the other side by number 114—with the buildings thereon erected.

3. Another land situate in the said north west côte de Saint Régis, in the said parish of Saint Isidore, known and designated under number one hundred and twelve (112), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Isidore, containing two arpents in front by twenty arpents and five perches in depth, more or less, forming about forty one arpents in superficies; bounded in front and on one side by No. 113, in depth by the north west boundary line of the parish, and on the other side by No. 110, of the said parish of Saint Isidore—with buildings.

Subject to the charge of the purchaser respecting the authentic lease made in virtue of Arsène Vinet, farmer, of Saint Isidore, on the 5th March, 1910, before Maître J. A. Poupart, notary, of the aforesaid properties for the term of a year from the first of March, 1910, to the first of March, 1911; but the rent shall not be collected by the purchaser, on account of it having been transferred by the said defendants before the seizure.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Montreal, 20th July, 1910.

3280

[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH HENRI ARTHUR
No. 177. } FOREST, burgess, of the

parish of Saint Jacques l'Achigan, and ULDERIC CORBEIL, of the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, Plaintiffs; against the lands and tenements abandoned by the defendant in this cause, CAMILLE LACHAPPELLE, of the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, with Arthur Moreau, deputy prothonotary of the superior court, of the district of Montreal, who was appointed curator to the abandonment.

A lot situate in the village of Boucherville, district of Montreal, of triangular outline, being one hundred and ninety feet in the line joining the land of the Montreal & Sorel Railway Company, which bounds it in front, two hundred and fifty-eight feet in the north east line, and two hundred and three feet in the south west line joining the land of the Honorable C. B. de Boucherville, which land formed part of the lot known under number ninety one, on the official plan and book of reference of the village of Boucherville—with two houses erected on the said land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Deputy sheriff.

Montreal, 20th July, 1910.

3282

[First published, 23rd July, 1910.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ERNEST LAPOINTE ET AL.**
No 4469. } contre **SAMUEL RIOUX,**
à savoir :

1° La moitié sud du lot No 167 (cent soixante-sept), subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé au sud de la rue Saint-Louis—circonstances et dépendances.

2° La moitié sud du lot No 168 (cent soixante-huit), subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé au sud de la rue Saint-Louis—circonstances et dépendances.

3° La moitié sud du lot No 169 (cent soixante-neuf), subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé au sud de la rue Saint-Louis—circonstances et dépendances ; pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif.

Député Shérif.

Québec, 21 juillet 1910.

3285

[Première publication, 23 juillet 1910.]

Ventes par le Sherif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski.

No 4114.

} **A** **ROADIUS A. F. JOUVIN** ; contre **RODOLPHE A. JOUVIN**, savoir :

1° Le lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, mesurant environ deux arpents de front sur quarante-deux de profondeur ; borné à l'est à O. Fréchette, à l'ouest à N. Fréchette—avec bâtisse dessus construite et dépendances.

2° Le lot numéro cent treize (No 113), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, mesurant environ un arpent de front sur vingt-trois de profondeur ; borné au nord à E. Pelletier, à l'est à E. Tremblay, au sud à L. Deschamplain, à l'ouest à Dame A. Lavoie—avec bâtisse dessus construite et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AOUT 1910, à TROIS heures de l'après-midi.

CHS D'ANJOU,

Bureau du shérif.

Shérif.

Rimouski, 21 juillet 1910.

3265

[Première publication, 23 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski.

No 4068.

} **F.** **R. PINEAU** ; contre **F.** **LES HERITIERS** de **Dame Joseph Larrivée**, savoir :

Les lots numéros seize A et seize B (16 A et 16 B), au cadastre officiel du rang A, canton Lepage, contenant environ cent cinq acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, mais à distraire une pointe de terre d'environ deux arpents et demi en superficie avoisinant la terre de Pierre Gagné, et en possession du dit Pierre Gagné.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre, Amqui, le

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **ERNEST LAPOINTE ET AL.**
No. 4469. } against **SAMUEL RIOUX,**
to wit :

1. The south half of lot No. 167 (one hundred and sixty seven), subdivision of lot No. 4437 (forty four hundred and thirty seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on the south of Saint Louis street—circumstances and dependencies.

2. The south half of lot No. 168 (one hundred and sixty eight), subdivision of lot No. 4437 (forty four hundred and thirty seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on the south of Saint Louis street—circumstances and dependencies.

3. The south half of lot No. 169 (one hundred and sixty nine), subdivision of lot No. 4437 (forty four hundred and thirty seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on the south of Saint Louis street—circumstances and dependencies ; to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Deputy sheriff.

Québec, 21st July, 1910.

3286

[First published, 23rd July, 1910.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski.

No. 4114.

} **A** **ROADIUS A. F. JOUVIN** ; against **RODOLPHE A. JOUVIN**, to wit :

1. Lot number ninety eight (98), on the official cadastre of the parish of Sainte Luce, measuring about two arpents in front by forty two in depth ; bounded on the east by O. Fréchette, on the west by N. Fréchette—with building thereon erected and dependencies.

2. Lot number one hundred and thirteen (113), on the official cadastre of the parish of Sainte Luce, measuring about one arpent in front by twenty three arpents in depth ; bounded on the north by E. Pelletier, on the east by E. Tremblay, on the south by L. Deschamplain, on the west by Dame A. Lavoie—with building thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce, on the TWENTY FOURTH day of month of AUGUST, 1910, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office,

Sheriff.

Rimouski, 21st July, 1910.

3266

[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski.

No. 4068.

} **F.** **R. PINEAU** ; against **F.** **THE HEIRS** of **Dame Joseph Larrivée**, to wit :

Lots Nos. sixteen A and sixteen B (16 A and 16 B), on the official cadastre of range A, township Lepage, containing about one hundred and five acres in superficies—with the buildings thereon erected and dependencies, but to be withdrawn a strip of land of about two arpents and a half in superficies next to the land of Pierre Gagné.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the

VINGT-CINQUIEME jour du mois d'AOUT 1910,
à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif.

Rimouski, 21 juillet 1910.

[Première publication, 23 juillet 1910.]

Shérif.

3267

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **JOHN WYATT,**
No 627. } Demandeur ; contre
OLIVER PRINCE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Bury, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Bury, comme lot numéro vingt-deux B (22B), dans le sixième rang du dit canton, contenant soixante et treize acres en superficie, plus au moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; cent mille pieds de bois d'épinette étant réservés sur le dit morceau de terre, par acte d'icelui fait à William Bown, le trentième jour d'octobre 1909, devant commencer à couper le dit bois, de la ligne nord est du dit lot ci-dessus mentionné, de là, vers le sud-ouest jusqu'à ce que la dite quantité est faite, Bown a jusqu'au premier jour de mai 1911 pour couper et transporter le dit bois.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le **DEUXIEME** jour d'AOUT prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 27 juin 1910.

[Première publication, 2 juillet 1910.]

Député shérif.

2941.2

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **JOHN KEEGAN,**
No 39. } Demandeur ; contre

J. CHARLES RAYMOND, briquetier, de la paroisse de Saint-Judes, district de Saint-Hyacinthe, où il fait affaires seul comme tel, sous la raison sociale de "Saint Jude Brick Co.", Défendeur.

1° Un bâtiment ou construction servant à l'exploitation d'une briqueterie, exploitée par le dit défendeur, en la paroisse de Saint-Judes, près de la ligne du chemin de fer "Quebec Southern Railway", érigé sur le lot numéro cinq cent quatre vingt-seize (596), du plan cadastral de la dite paroisse de Saint-Judes.

2° Les droits et prétentions que le dit défendeur peut avoir dans un bail que Joseph Bernard lui a consenti devant Mre L. A. L'Heureux, N. P., le 21 avril 1906, et affectant une partie du dit lot No 596, du plan cadastral de la dite paroisse de Saint-Judes.

3° Une terre située en la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, sur le côté sud du Petit Rang,

TWENTY FIFTH day of the month of AUGUST,
1910, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office.

Rimouski, 21st July, 1910.

[First published, 23rd July, 1910].

Sheriff.

3268

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **JOHN WYATT,** Plaintiff;
No. 627. } against **OLIVER PRINCE,** Defendant.

A piece of land situate in the township of Bury, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Bury, as the lot number twenty-two B (22B), in the sixth range of the said township, containing seventy three acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made ; there being reserved one hundred thousand feet of spruce timber by deed of the same made to William Bown, on the thirtieth day of October, 1909, to commence to cut the said timber, from the north east line of said above mentioned lot, thence, going south westerly thereon until the said quantity is made up, Bown has until the first day of May, 1911, to cut and remove the said timber.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the **SECOND** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** of the o'clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 27th June, 1910.

[First published, 2nd July, 1910.]

Deputy Sheriff.

2942

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **JOHN KEEGAN,**
No. 39. } Plaintiff ; against

J. CHARLES RAYMOND, brick-maker, of the parish of Saint Jude, district of Saint Hyacinth, and as such doing business alone, under the name and firm of "Saint Jude Brick Co.", Defendant.

1. A building or construction used as a brick-making, and used by the said defendant, in the parish of Saint Jude, near the Quebec Southern Railway Line, erected on lot number five hundred and ninety six (596), on cadastral plan of said parish of Saint Jude.

2. All the rights and pretensions to the defendant in a lease from Joseph Bernard to the defendant, before Mre L. A. L'Heureux, N. P., on the 21st April, 1906, and affecting a part of said lot No. 596, on cadastral plan of said parish of Saint Jude.

3. A farm situate on the south side of Petit Range, in the parish of Saint Thomas d'Aquin,

connue et désignée sous le lot numéro douze cent trois (1203), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec et y compris le bois coupé et bois de services provenant de la dite terre et actuellement pillé sur la dite terre.

Pour être vendus les immeubles décrits en premier et second lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi, et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 28 juin 1910. 2973-2
[Première publication, 2 juillet 1910.]

known and designated under lot number one thousand two hundred and threes (1203), on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinth—with and comprising the cut wood and timber cut from that farm and now thereon corded.

To be sold the immoveables firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Judes, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable thirdly described, at the church door of the parish of Saint Thomas d'Aquin, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 28th June, 1910. 2974
[First published, 2nd July, 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **SÉVÈRE RICARD**,
No 339. } **FILS**, Demandeur ;
contre **LEON BIRON**, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur de cent pieds, plus ou moins ; borné en front par la Saint Maurice Land Company, en profondeur par M. Arsène Boisvert, du côté sud-ouest par James McKneely, et du côté nord-est par Arsène Boisvert, et faisant partie du lot de terre numéro quatre-vingt-quinze (95), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 20 juillet 1910. 3269
[Première publication, 23 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOS. PAQUIN**,
No 334. } **Demandeur** ; contre
JOSEPH CHARRETIER, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, côté nord du chemin public, de quarante-cinq pieds de longueur sur cinquante pieds de profondeur ; borné en front par le chemin public, en profondeur par Achille Demers, d'un côté par Paul Doucet, et de l'autre côté par Sévère Bourassa, connu comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec bâtisse dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 juillet 1910. 3271
[Première publication, 23 juillet 1910.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **SÉVÈRE RICARD**, Ju-
No. 339. } **NIOR**, Plaintiff ; against
LEON BIRON, Defendant.

An emplacement situate in the town of Grand'Mère, containing fifty feet in front by the depth of one hundred feet, more or less ; bounded in front by the Saint Maurice Land Company, in depth by Mr. Arsène Boisvert, in the south west side by James McKneely, and on the north east side by Arsène Boisvert, and forming part of the lot of land number ninety five (95), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY THIRD day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th July, 1910. 3270
[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOS. PAQUIN**, Plain-
No. 334. } **tiff** ; against **JOSEPH**
CHARRETIER, Defendant.

An emplacement situate in the town of Grand'Mère, north side of the public road, of forty five feet in width by fifty feet in depth ; bounded in front by the public road, in depth by Achille Demers, on one side by Paul Doucet, and on the other side by Sévère Bourassa, known as forming part of lot number ninety four (94), of the mortgage cadastre of the parish of Sainte Flore—with building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 20th July, 1910. 3272
[First published, 23rd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **ELIE HEROUX**,
No 1117. Demandeur ; contre
WILFRID GRENIER, Défendeur, et **NAPOLÉON
DUPONT**, tiers-saisi.

Comme appartenant au dit tiers-saisi, Napoléon
Dupont :

1° Un lot de terre situé dans le quinzième rang
du township de Caxton, dans la paroisse de Saint-
Mathieu, du contenu de cent acres en superficie,
plus ou moins, et connu et désigné comme étant le
numéro neuf (9), du dit quinzième rang, aux plan
et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistre-
ment pour la paroisse de Saint-Mathieu. Est néan-
moins à distraire du dit lot de terre numéro neuf à
la ligne nord, un terrain d'un arpent de largeur sur
dix-sept arpents de profondeur environ, ce qui peut
se trouver depuis la rivière Shawinigan à aller au
seizième rang, lequel terrain est réservé à Thomas
Grenier.

2° Un autre terrain situé au même lieu, sur le
dit quinzième rang du township de Caxton, du con-
tenu de huit arpents en superficie, plus ou moins,
sans garantie de mesure ; borné comme suit : en
front par le cordon du dit quinzième rang, en pro-
fondeur et du côté nord par Thomas Grenier, ci-
dessus nommé, et du côté sud par le dit numéro
neuf (9), sur lequel terrain les bâtisses du vendeur
sont construites, et tel que le dit terrain est enclos,
et faisant partie du numéro dix (10), du dit quin-
zième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de
Saint-Mathieu.

Avec droit de passage en faveur du dit Thomas
Grenier ou ses représentants, sur les terrains sus-
vendus pour communiquer sur le dit lot numéro
dix, aux fins d'éviter les inconvénients qui s'y
rencontrent connue comme le dit Thomas Grenier
donne au dit Napoléon Dupont ou ses représen-
tants, le droit de passer le dit lot numéro dix, pour
comme unique aux dits terrains par lui acquis, aux
fins d'éviter les inconvénients qui s'y rencontrent,
mais tous deux auront ce droit, mais bien entendu
sans faire le moins de dommages possibles, seule-
ment pour leur besoin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Mathieu, le CINQUIÈME jour
d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 juin 1910. 2993-2
[Première publication, 2 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Nicolet, district des
Trois-Rivières

Trois-Rivières, à savoir : **HYLAS DUBÉ**,
No 820. Demandeur ; contre
ALPIDE DUMOULIN, Défendeur.

Une terre située dans le deuxième rang de la pa-
roisse de Sainte-Perpétue, contenant trois arpents
de largeur sur vingt arpents de profondeur ; cette
terre est connue et décrite aux plan et cadastre offi-
ciels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de
Sainte-Perpétue, sous le numéro quarante-huit (48)
de la subdivision cent quatorze (114) ; bornée en
front au chemin public, en profondeur aux abouts
des terres du rang de la rivière des Sautes, des deux
côtés à David Jutras, sans garantie de mesure pré-
cise, le plus ou moins devant être au profit ou à la
portée de l'acquéreur quelle que soit la différence
—avec maison, grange et autres bâtisses dessus
érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
roisse de Sainte-Perpétue, le DEUXIÈME jour
d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 juin 1910. 2989-2
[Première publication, 2 juillet 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **ELIE HEROUX**, Plain-
No. 1117. tiff ; against **WIL-
FRID GRENIER**, Defendant, and **NAPOLÉON
DUPONT**, garnishee.

As belonging to the said garnishee, Napoléon
Dupont :

1. A lot of land situate in the fifteenth range of
the township of Caxton, in the parish of Saint
Mathieu, containing one hundred acres in superfi-
cies, more or less, and known and designated as
being number nine (9), of the said fifteenth range on
the official plan and book of reference of the regis-
tration cadastre for the parish of Saint Mathieu.
To be however withdrawn from the said lot of land
number nine, on the north line, a lot of one arpent
in width by seventeen arpents in depth, about
what is to be found from the Shawinigan river as
far as the sixteenth range, which lot is reserved to
Thomas Grenier.

2. Another lot of land situate in the same place,
on the said fifteenth range of the township of Cax-
ton, containing eight arpents in superficies, more
or less, without warranty of measurement ; bounded
as follows : in front by the line of the said fifteenth
range, in depth and on the north side by Thomas
Grenier, hereabove mentioned, and on the south
side by the said number nine (9), on which lot the
buildings of the seller are erected, and as the said
lot is enclosed, forming part of number ten (10), of
the said fifteenth range on the official plan and
book of reference of the registration cadastre for
the said parish of Saint Mathieu.

With right of way in favor of the said Thomas
Grenier or his representatives, on the lands afore
said sold, to communicate with the said lot number
ten, for the purposes of avoiding the inconveniences
thereon to be found as the said Thomas Grenier
gives to the said Napoléon Dupont or his represen-
tatives, the right to pass over the said lot number
ten, to communicate with the said lots by him
acquired, for the purpose of avoiding the inconve-
niences the found thereon, but both shall have such
right, it being well understood without doing the
least possible damage, for their needs only.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Mathieu, on the FIFTH day of AUGUST
next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 29th July, 1910. 2994
[First published, 2nd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court.—County of Nicolet, district of
Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **HYLAS DUBÉ**, Plain-
No. 820. tiff ; against **ALPIDE
DUMOULIN**, Defendant.

A farm situate in the second range of the parish
of Sainte Perpetue, containing three arpents in width
by twenty arpents in depth ; the said farm is
known and described on the official cadastral plan
of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte
Perpetue, under number forty eight (48), of subdivi-
sion one hundred and fourteen (114) ; bounded in
front by the public road, in depth by the ends of
the farms of the river des Sautes range, on both
sides by David Jutras, without warranty of exact
measurement, the more or less to be at the profit or
loss of the purchaser whatever the difference—with
house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Sainte Perpetue, on the SECOND day of AUGUST
next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 29th June, 1910. 2990
[First published, 2nd July, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : { **PHILIPPE TROT-**
 No 487. { **TIER, Demandeur ;**
 vs **JOSEPH TESSIER, fils d'Elzéar, Défendeur.**

Une partie du lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Thècle, connu et désigné sous le numéro cent sept, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent cinquante et un (351-107), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas, dans le rang Saint-Thomas, côté nord, contenant deux arpents de front sur la profondeur de trente trois arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front aux terres de la paroisse de Sainte-Thècle, en profondeur aux terres de la paroisse de Saint-Adelphe, d'un côté au nord-est à Onésime Lafontaine, et de l'autre côté au sud-ouest à Sévère Tessier—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 29 juin 1910. 2991-2
 [Première publication, 2 juillet 1910.]

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District de Pontiac. }
 Dans l'affaire de F. Bélanger & Cie., Ville-Marie, Qué., Faillis.

Avis est par le présent que, le 15^e jour de juillet 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits faillis qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être déposées entre mes mains sous trente jours.

JOSEPH DESAUTELS,

Curateur.

14, Place Phillips, Montréal.
 Montréal, 20 juillet 1910. 3289

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Dans l'affaire de J. A. A. Filion, pharmacien, Maisonneuve, Qué., Failli.
 Avis est par les présentes donné que, le quinzième jour de juillet 1910, le dit failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

JOSEPH DESAUTELS,

Comptable,

Pour le gardien provisoire.

14, Place Phillips, Montréal.
 Montréal, 16 juillet 1910. 3287

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Dans l'affaire de Camille Verdon, Montréal, Failli.

Avis est donné que, le 15 juillet 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

H. LAURENCELLE,

Curateur.

Bureau : 58, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 20 juillet 1910. 3291

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court. — District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: { **PHILIPPE TROTTIER,**
 No. 487. { **Plaintiff ; vs JOSEPH**
TESSIER, son of Elzéar.

A part of lot of land known situate in the parish of Sainte Thècle, and designated under number one hundred and seven, of the official subdivision of lot number three hundred and fifty one (351-107), of official cadastra of the county of Champlain, for the parish of Saint Stanislas, in the Saint Thomas range, north side, containing two arpents in front by the depth of thirty three arpents, more or less, without warranty of exact measurement ; bounded in front by the lands of the parish of Sainte Thècle, in depth by the lands of the parish of Saint Adelphe, on one side to the north east by Onésime Lafontaine, and on the other side to the south west by Sévère Tessier—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thècle, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Three Rivers, 29th June, 1910. 2992
 [First published, 2nd July, 1910.]

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Pontiac. }
 In the matter of F. Belanger & Co., Ville Marie, Qué., Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 15th July, 1910, by an order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named insolvents, who made an abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed in my hands within thirty days.

JOSEPH DESAUTELS,

Curator.

14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 20th July, 1910. 3290

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 In the matter of J. A. A. Filion, druggist, Maison neuve, Qué., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifteenth day of July, 1910, the said insolvent made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

JOSEPH DESAUTELS,

Accountant

For the provisional guardian.

14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 16th July, 1910. 3288

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 In the matter of Camille Verdon, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th July, 1910, by order of the court, I was appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are required to file them before me within thirty days from this date.

H. LAURENCELLE,

Curator.

Office : 58, Saint James street.
 Montreal, 20th July, 1910. 3292

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de John Barclay, épicier, de Montréal.
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 20^e jour de juillet 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous un mois.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques, Montréal,
Montréal, 20 juillet 1910.

3277

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of John Barclay, grocer, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 20th July, 1910, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James, street, Montreal.
Montreal, 20th July, 1910.

3278

Index de la Gazette Officielle de Québec No 29.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Baron vs Huot, 1471 ; Emond vs Doris, 1471 ; Fortier vs Lafleur, 1472 ; Gelbman vs Klein, 1471 ; Gervais vs Robillard, 1471 ; Hainault vs Deschamps, 1472 ; Lebel vs Sirois, 1470 ; Lord vs St. Pierre, 1471 ; Mongrain vs Mongrain, 1472 ; Pigeon vs Tremblay, 1472 ; Racine vs Quéret dit Latulippe, 1472.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Mailloux vs Gaumond, 1471.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Honoraires de permis de licence des Compagnies d'Assurance Mutuelle, 1463.

Cercle agricole de Saint-André de Restigouche, 1463.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Dominion Envelope Company, Limitée, 1463.

FAILLIS :—Barclay, 1488 ; Bélanger & Cie, 1487 ; Boily, 1474 ; Brassard, 1474 ; Couture & Frères, 1474 ; Collins, 1475 ; Filion, 1487 ; Forget, 1473 ; Fournier, 1473 ; Garmaise Bros, 1475 ; Gingras, 1475 ; Guay, 1472 ; Lareau, 1474 ; Maguire, 1473 ; Marashe, 1475 ; St. Hilaire, 1474 ; St. Onge, 1473 ; Toussignant, 1473 ; Verdon, 1487 ;

LETRES PATENTES :—Cie Manufacturière de Beaulac, 1464 ; The Eagle Whitewear Mfg. Coy, 1465 ; The South Shore Lumber Coy, 1465 ; The Spanish Art Leather Co., 1464.

LIQUIDATION :—The George A. Gatehouse, Co., 1476 ; The Union Bag Co., Limitée, 1476.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Village de Bienville, 1464 ; Village du Sault au Récollet, 1463.

NOMINATIONS :—Commissionaires pour refondre le Code municipal, 1461 ; J. Oléas Lacroix, recorder, 1461 ; O. Noël, assistant médecin de l'Asile de la Longue-Pointe, 1461.

ORDRE DE COUR :—Archambault vs Lamy, 1477.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1462.

Syndicat d'élevage de Sainte-Anne, 1462.

VENTE DE FAILLITE :—Milot, 1476 ; Société Ghounard & Sauriol, 1475.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Baron vs Huot, 1471 ; Emond vs Doris, 1471 ; Fortier vs Lafleur, 1472 ; Gelbman vs Klein, 1471 ; Gervais vs Robillard, 1471 ; Hainault vs Deschamps, 1472 ; Lebel vs Sirois, 1470 ; Lord vs St. Pierre, 1471 ; Mongrain vs Mongrain, 1472 ; Pigeon vs Tremblay, 1472 ; Racine vs Quéret dit Latulippe, 1472.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE :—Dme Mailloux vs Gaumond, 1471.

ORDER IN COUNCIL :—Licence fees of Mutual Assurance Companies, 1463.

Farmer's club of Saint André de Restigouche, 1463.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Dominion Envelope Company, Limited, 1463.

INSOLVENTS :—Barclay, 1488 ; Bélanger & Co., 1487 ; Boily, 1474 ; Brassard, 1474 ; Couture Bros, 1474 ; Collins, 1475 ; Filion, 1487 ; Forget, 1473 ; Fournier, 1473 ; Garmaise Bros, 1475 ; Gingras, 1475 ; Guay, 1472 ; Lareau, 1474 ; Maguire, 1473 ; Marashe, 1475 ; St. Hilaire, 1474 ; St. Onge, 1473 ; Toussignant, 1473 ; Verdon, 1487.

LETTERS PATENT :—Cie Manufacturière de Beaulac, 1464 ; The Eagle Whitewear Mfg. Coy, 1465 ; The South Shore Lumber Coy, 1465 ; The Spanish Art Leather Co., 1464.

LIQUIDATION :—The George A. Gatehouse, Co., 1476 ; The Union Bag Co., Limitée, 1476.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Village of Bienville, 1464 ; Village of Sault au Récollet, 1463.

APPOINTMENTS :—Commissioners to receive the municipal Code, 1461 ; J. Oléas Lacroix, recorder, 1461 ; O. Noël, assistant physician of the Longue Pointe asylum, 1461.

ORDER OF COURT :—Archambault vs Lamy, 1477.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1462.

Stock Breeding Syndicate of Sainte-Anne, 1462.

INSOLVENT SALE :—Milot, 1476 ; The firm Ghounard & Sauriol, 1475.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Parmelee vs Brouillard, 1477.

BEDFORD :—Lebel et al vs Lequin, 1478.

CHICOUTIMI :—L'Oeuvre et Fabrique, de Saint-Roch des Aulnaies vs Villeneuve, 1479 ; Pelletier vs Morel, 1478 ; Tremblay vs Gagnon, 1478.

IBERVILLE :—Cleather vs Propriétaire inconnu, 1479.

KAMOURASKA :—Pelletier et vir vs Therriault, 1479.

MONTREAL :—Cabana vs les héritiers de Sarah Hall, 1481 ; Forest et al vs Lachapelle, 1482 ; Lemire vs Carmody, 1480 ; Therrien vs Dubuc, 1481.

QUEBEC :—Lapointe et al vs Rioux, 1483.

RIMOUSKI :—Jouvin vs Jouvin, 1483 ; Pineau vs Les héritiers de Dame Larrivée, 1483.

SAINT-FRANÇOIS :—Wyatt vs Prince, 1484.

SAINT-HYACINTHE :—Keegan vs Raymond, 1484.

TROIS RIVIÈRES :—Dubé vs Dumoulin, 1486 ; Héroux vs Grenier, 1486 ; Paquin vs Charretier, 1485 ; Ricard vs Biron, 1485 ; Trottier vs Tessier, 1487.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Parmelee vs Brouillard, 1477.

BEDFORD :—Lebel et al vs Lequin, 1478.

CHICOUTIMI :—L'Oeuvre de Fabrique, de Saint-Roch des Aulnaies vs Villeneuve, 1479 ; Pelletier vs Morel, 1478 ; Tremblay vs Gagnon, 1478.

IBERVILLE :—Cleather vs Unknown proprietor, 1479.

KAMOURASKA :—Pelletier et al vs Therriault, 1479.

MONTREAL :—Cabana vs The heirs of Sarah Hall, 1481 ; Forest et al vs Lachapelle, 1482 ; Lemire vs Carmody, 1480 ; Therrien vs Dubuc, 1481.

QUÉBEC :—Lapointe et al vs Rioux, 1483.

RIMOUSKI :—Jouvin vs Jouvin, 1483 ; Pineau vs The heirs of Dame Larrivée, 1483.

SAINT FRANCIS :—Wyatt vs Prince, 1484.

SAINT HYACINTH :—Keegan vs Raymond, 1484.

THREE RIVERS :—Dubé vs Dumoulin, 1486 ; Héroux vs Grenier, 1486 ; Paquin vs Charretier, 1485 ; Ricard vs Biron, 1485 ; Trottier vs Tessier, 1487.

